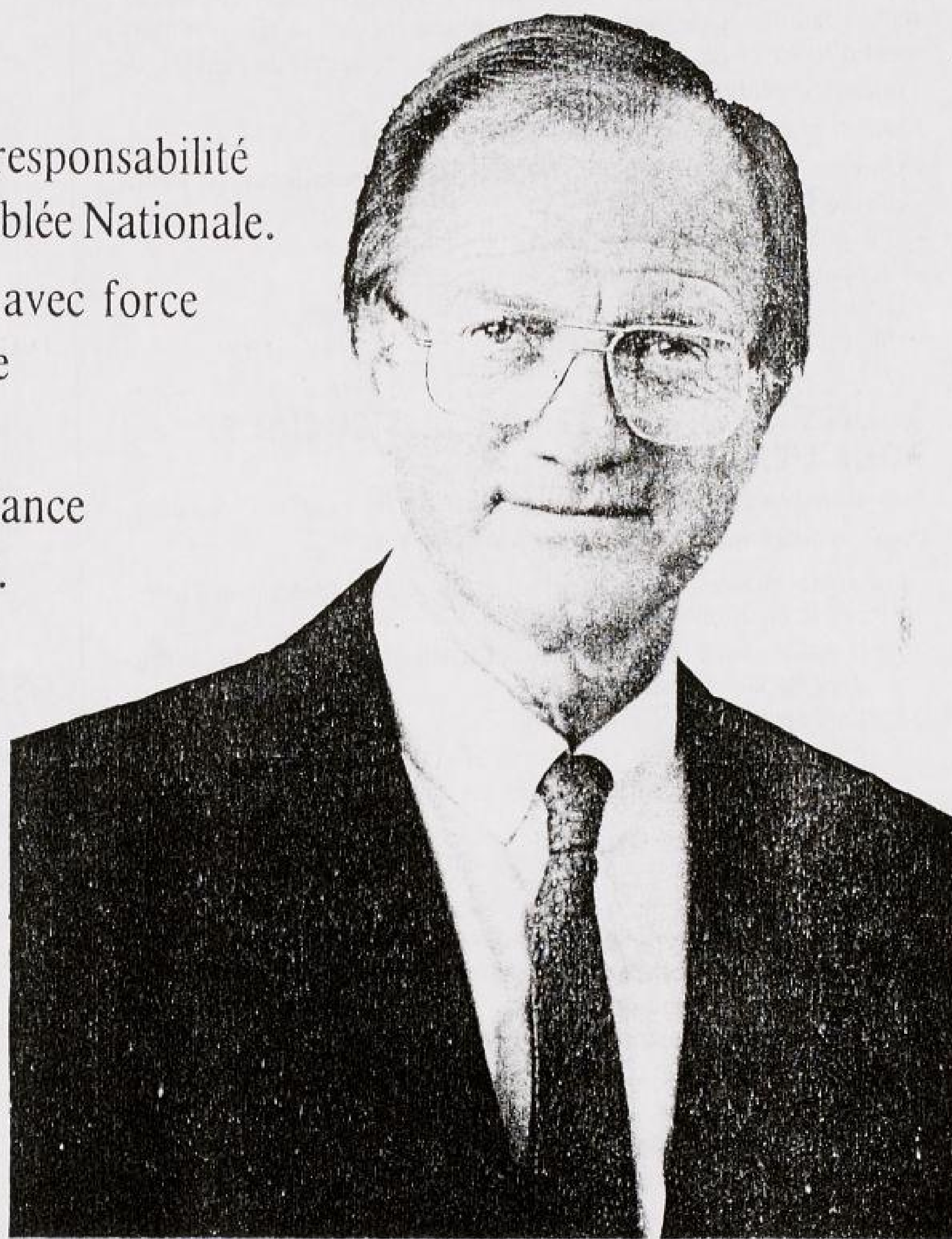
République Française

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1993

1re CIRCONSCRIPTION DU VAR

DANIEL COLIN

CANDIDAT DE L'UNION POUR LA FRANCE



Depuis 1986, vous m'avez confié la responsabilité de représenter Toulon et le Var à l'Assemblée Nationale.

J'ai assuré cette mission parlementaire avec force et détermination, vous en rendant compte régulièrement.

Aujourd'hui, j'ai besoin de votre confiance renouvelée pour continuer notre combat.
Celui de l'avenir de notre ville
et de notre pays.
Celui de l'éducation de nos enfants,
du plein emploi pour tous,
de la solidarité retrouvée,
d'une vie heureuse et
épanouie pour chaque Français.
Celui de la France prospère
et rayonnante.
D'une nation généreuse mais forte
et respectée.
De citoyens fiers de leur pays et confiants
en ceux qui le dirigent avec loyauté, responsabilité et compétence.

Tout cela est la raison de mon engagement, de ma conviction à faire gagner Toulon et la France.

Daniel COLIN
Député sortant UDF

93-98 : UN PACTE POUR LA FRANCE

Avec l'opposition Nationale Daniel COLIN propose aux Français de construire UN NOUVEAU PACTE SOCIAL et de leur rendre les valeurs sans lesquelles on ne peut vivre ensemble.

1• UN PACTE POUR UN NOUVEAU PARTAGE DES RESPONSABILITES

Face à la crise d'un Etat trop centralisé et à celle de la responsabilité, le temps est venu de réfléchir à un autre équilibre des pouvoirs, de reconstruire la pyramide des responsabilités, et de les partager autrement entre l'Etat, les collectivités locales et les citoyens.

- Placer notre confiance dans l'homme et dans sa liberté.
- Appliquer en France le principe de subsidiarité.
- Redéfinir les missions de l'Etat et engager une très forte décentralisation du pouvoir.
- Répartir autrement les impôts entre Etat et Collectivités.
- Libérer l'initiative locale et assurer de vrais contre-pouvoirs.
- Développer la vie associative.

2• UN PACTE DE COHESION SOCIALE

La déchirure du pacte social des Français est celle de la cohésion nationale.

Trop de Français ont le sentiment d'être abandonnés, d'avoir perdu toute chance dans la vie, et ne voient plus de perspectives pour eux-mêmes ou leur famille. Après onze ans de socialisme il existe un très fort sentiment d'inégalité des chances. Jamais il n'y a eu autant de pauvres, de Français se sentant exclus.

Demain la cohésion sociale et nationale passe par :

- Un véritable aménagement du territoire pour le monde rural et l'agriculture française.
- Une politique pour les banlieues.
- La maîtrise de la question de l'immigration.
- Offrir de vraies sécurités sociales à tous les Français.
- Une politique forte pour la famille.

3• UN PACTE POUR LE PROGRES SOCIAL ET POUR L'EMPLOI

Nous proposons "un contrat de législature" de lutte contre le chômage.

Pour favoriser initiative et entreprise il faut :

- Réduire les charges, les impôts et les contraintes qui pèsent sur l'entreprise et la création d'emplois.
  • la transmission des entreprises et l'amélioration de leur fonds propres est une priorité.
  • l'indispensable effet de maîtrise des charges, de productivité, d'épargne du secteur public sera affecté à l'allègement des charges et à des mesures fiscales en faveur de l'épargne et de l'investissement.
  • le produit de nouvelles privatisations sera affecté au désendettement de l'Etat et la stimulation de l'investissement.
- Une fiscalité qui encourage l'initiative et l'épargne
- Lutter contre les rigidités du marché du travail
  • rénover et décentraliser l'ANPE,
  • développer les initiatives locales et privées de placement,
  • création d'un "statut du travailleur indépendant" avec simplification administrative, charges sociales et fiscales allégées pour tirer parti des gisements d'emplois des services de proximité.
- Une autre politique économique et financière
  • pas de progrès social pas de création d'emploi sans un progrès économique aujourd'hui étouffé par des taux d'intérêts records.

Le paradoxe socialiste c'est d'avoir développé une économie qui fonctionne au profit des financiers, au détriment de l'entrepreneur et donc de l'emploi. Nous devons créer les conditions d'une croissance durable et saine par une autre politique qui reposera sur la maîtrise des dépenses publiques, le désendettement de l'Etat, les privatisations et l'indépendance de la Banque de France.

4• UN PACTE POUR UNE EDUCATION EFFICACE ASSURANT L'EGALITE DES CHANCES

Pour donner à chaque enfant ses meilleures chances dans la vie, nous entendons faire le choix de la confiance, de la liberté et de la responsabilité. Trop de jeunes terminent leur scolarité sans qualification, trop de jeunes ont un diplôme sans emploi.

- Libre choix de l'école.
- Possibilité pour les collectivités locales de financer les investissements pour les écoles privées comme elles le font pour les écoles publiques.
- Revalorisation de la fonction de chef d'établissement.
- Possibilité de "contrat d'autonomie" à des établissements volontaires, pour innover avec des financements garantis.
- Prise en compte des efforts de formation et de dynamisme professionnel dans les rémunérations et les carrières.
- Partenariat collectivités locales, entreprises et Education nationale renforcé.
- Enseignement supérieur autonome et décentralisé.
- Favoriser la libre création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur.

5• UN PACTE POUR UN ETAT FORT, JUSTE, HONNETE ET IMPARTIAL

- Un Etat qui assure la sécurité de tous les Français en durcissant l'offensive contre crime, délinquance et trafic de drogue.
- Un Etat qui restaure le bon fonctionnement de la justice :
  Pouvoir judiciaire indépendant et impartial, accessible et efficace.
  Plan quinquennal de modernisation de l'appareil judiciaire.
- Un Etat qui fait reculer la corruption :
  Création d'un service judiciaire de lutte contre les infractions financières.

6• UN PACTE POUR LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

Nous poursuivrons la construction de l'Union européenne, mais nous voulons une Europe :

- Plus efficace là où elle est nécessaire, par une politique monétaire et commune, une action déterminée en faveur de la paix en Europe.
- Plus légère distinguant les règles obligatoires pour les citoyens européens, et recommandations facultatives proposées aux Etats membres. Appliquer dans les faits le principe de subsidiarité.
- Plus démocratique permettant au Parlement français d'exercer pleinement le pouvoir de contrôle qui est le sien ; aux députés européens d'être élus selon un mode de scrutin les rapprochant de leurs électeurs.

Nous croyons à l'importance de la France dans le monde. Elle ne peut être une puissance moyenne. Son rayonnement culturel lui donne des responsabilités.

Nous souhaitons que notre action permette aux Français de retrouver confiance dans leurs valeurs, dans leur pays. Qu'ils soient fiers de la France et de son rôle dans le monde.

VOTEZ
DANIEL COLIN

SUPPLEANT : MARCEL BAYLE

UDF/RPR

"VU LE CANDIDAT"

RC Toulon 63 B 174.